

Parti libéral du Québec

Parti Québécois

Québec solidaire

Coalition Avenir Québec

Parti conservateur du Québec

Platerforme

Cadre financier

Platerforme

Cadre financier

Platerforme

Cadre financier

Platerforme

Cadre financier

Platerforme

Cadre financier

Justice sociale et administrative

Protéger les aînés contre les hausses des coûts en RPA par l'inversion du fardeau devant le Tribunal administratif du logement (TAL) : la RPA devra justifier la hausse des coûts devant le TAL.
Source : « [Protéger les aînés contre les hausses des coûts en RPA](#) »

Enlever le fardeau des épaules des locataires en exigeant que les propriétaires obtiennent une autorisation du TAL pour augmenter un loyer au-delà de l'indice annuel.
(Mesure 1, p. 9)

Réformer le droit du logement afin de simplifier les recours, de réduire la judiciarisation et d'accélérer le traitement des dossiers au TAL, pour offrir aux locataires comme aux propriétaires des solutions plus rapides, efficaces et accessibles.
(p. 4, [Plateforme logement](#))

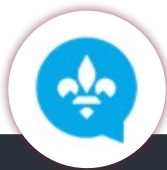
Abolir la section F du bail, qui empêche les locataires de logements construits depuis cinq ans ou moins de recourir au TAL pour contester une augmentation de loyer.
(Mesure 1, p. 9)

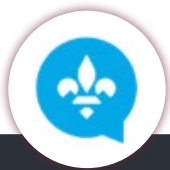
Mettre en place un mécanisme confidentiel, rapide et gratuit de plainte devant le Tribunal administratif du travail (TAT) afin que tout travailleur syndiqué puisse faire respecter ses droits lorsqu'ils sont violés, y compris par son organisation syndicale.
(p. 8, [Plateforme travail et démocratie syndicale](#))

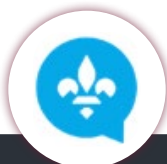
Donner davantage de ressources au TAL pour réduire les délais à un mois pour les dossiers urgents et à six mois pour les dossiers de fixation de loyer.
(Mesure 1, p. 9)

Réformer le TAL pour simplifier le processus de traitement des audiences et accélérer l'exécution des décisions.
(p. 6, [Plateforme logement](#))

Anonymiser les dossiers du TAL afin de limiter la discrimination envers les locataires, lorsqu'ils ne sont pas fautifs.
(Mesure 3, p. 9)

				
Parti libéral du Québec	Parti Québécois	Québec solidaire	Coalition Avenir Québec	Parti conservateur du Québec
Platerforme Cadre financier	Platerforme Cadre financier	Platerforme Cadre financier	Platerforme Cadre financier	Platerforme Cadre financier
Justice pénale et sécurité publique				
	Soutenir et bonifier les équipes de professionnels spécialisés en santé mentale pour favoriser des interventions adaptées et prévenir le recours au système judiciaire. Source : Nouvelles 18 sept. 2026	Instaurer le principe des amendes proportionnelles aux moyens des entreprises afin qu’elles respectent nos lois, notamment en matière d’environnement, de travail et de non-discrimination. (Mesure 4, p. 6)	Ajouter 50 procureurs au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) afin de répondre à l’augmentation de la demande et de réduire les délais de traitement des dossiers. Source : Blogue 12 sept. 2026	
	Prioriser une approche médicale plutôt que pénale dans la gestion de la crise des opioïdes. Source : Nouvelles 18 sept. 2026	Rendre disponibles les antécédents judiciaires des conjoints violents, renforcer leur surveillance et instaurer dix jours d’absence rémunérée pour quitter une situation de violence conjugale. (Mesure 4, p. 28)	S’assurer que les ressources judiciaires suivent l’augmentation des enquêtes policières. Source : Blogue 12 sept. 2026	

 Parti libéral du Québec		 Parti Québécois		 Québec solidaire		 Coalition Avenir Québec		 Parti conservateur du Québec	
Platerforme	Cadre financier	Platerforme	Cadre financier	Platerforme	Cadre financier	Platerforme	Cadre financier	Platerforme	Cadre financier
Droits fondamentaux et langue française									
Intégrer à la <i>Charte de la langue française</i> l'obligation pour l'État de déterminer les zones géographiques où le français est fragilisé et de mettre en œuvre des stratégies territoriales ciblées. Source : « Agir où le français est fragilisé »		Étendre la <i>Loi 101</i> aux cégeps et aux enfants des immigrants temporaires établis sur le territoire québécois depuis plus de douze mois. Source : Nouvelles		Appliquer la <i>Loi 101</i> à l'ensemble des entreprises de dix personnes employées et plus, tout en faisant reposer le fardeau sur les entreprises pour la formation de leur personnel. Renforcer l'application de la <i>Loi 101</i> dans le monde numérique, y compris dans l'affichage. (Mesure 3, p. 27) Abolir certaines mesures discriminatoires de la <i>Loi 96</i> . (Mesure 3, p. 27)		Dans les 100 jours suivant son élection, renforcer la protection et la promotion du français en renouvelant la disposition de souveraineté parlementaire de la <i>Loi 96</i> et en élargissant l'application de la <i>Charte de la langue française</i> à la formation professionnelle et à la formation générale des adultes. Source : Blogue 29 août 2026			
				Réduire la surjudiciarisation dont sont victimes les personnes autochtones, racisées et marginalisées et lutter contre leur profilage. (Mesure 5, p. 28)					
				Inscrire le droit au logement dans la <i>Charte des droits et libertés du Québec</i> . (Mesure 2, p. 9)					
				Adopter une loi de diligence raisonnable obligeant les entreprises québécoises à prévenir, à documenter et à corriger les atteintes aux droits humains, aux droits du travail et à l'environnement dans l'ensemble de leurs chaînes d'approvisionnement. (Mesure 5, p. 28)					
				Mettre en œuvre la <i>Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones</i> et le <i>Principe de Joyce</i> . (Mesure 1, p. 34)					
				Créer une politique de lutte contre le racisme systémique et institutionnel. Veiller à ce que les recommandations qui ont déjà été émises par la Commission des droits de la personne soient appliquées. (Mesure 5, p. 28)					
				Retirer les dispositions liberticides des lois 21 et 94 sur la laïcité, entre autres. (Mesure 1, p. 34)					

				
Parti libéral du Québec	Parti Québécois	Québec solidaire	Coalition Avenir Québec	Parti conservateur du Québec
Platerforme Cadre financier	Platerforme Cadre financier	Platerforme Cadre financier	Platerforme Cadre financier	Platerforme Cadre financier
Autres engagements ou propositions en matière de justice				
Ajouter le dossier jeunesse aux responsabilités du premier ministre du Québec. Source : « Mieux soutenir les jeunes »	Réduire la judiciarisation des personnes en situation d'itinérance en privilégiant des approches d'accompagnement et de cohabitation sociale. Source : Nouvelles 18 sept. 2026	Investir notamment en santé mentale, à la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ), en lutte contre les dépendances et en réduction des méfaits pour favoriser la prévention. (Mesure 4, p. 19)		Mettre en place un accompagnement continu et préventif pour les enfants, les adolescents à risque et leurs familles, en rendant l'aide accessible avant les crises, en assurant un suivi stable par un même intervenant, en renforçant le soutien aux familles d'accueil et en garantissant à chaque jeune un plan de transition vers l'autonomie avec un accompagnement volontaire jusqu'à 21 ans. (p. 7, Plateforme itinérance et soins psychosociaux)
Accompagner les jeunes quittant les centres jeunesse en déployant un intervenant pivot, un plan de transition et un accès aux services de santé mentale pour chacun. Prévenir les expulsions menant à la rue. Source : « Éviter la rue »	Renforcer les ressources de prévention et d'intervention en toxicomanie afin de réduire les situations menant à l'intervention policière ou judiciaire. Source : Nouvelles 18 sept. 2026			